



Le Conseil Economique et
Social Libanais

A- Etudes des expériences et pratiques nationales de
dialogue social des Conseils Economiques et
Sociaux en matière de protection sociale

B- Protection Sociale pour une mondialisation juste et
inclusive et le role du dialogue social

Allocution

Roger Nasnas

Président, Conseil Economique et Social, Liban

Conférence Internationale

Organisation Internationale du Travail / Association des
Conseils Economiques et Sociaux et Institutions Similaires

Genève 8 - 9 mai 2012

Monsieur Juan Somavia, Directeur Général de l'Organisation Internationale du Travail,

Monsieur Mohamed SeghirBabes, Président de l'Association Internationale des Conseils Economiques et Sociaux et Organisations Similaires,

Messieurs les Présidents des Conseils Economiques, Sociaux et Environnementaux, Chers collègues,

Mesdames et Messieurs,

Ce n'est pas un hasard que l'AICESIS se retrouve aussi souvent avec l'OIT. Elles partagent une même vision, celle d'une société plus juste et plus humaine, et œuvrent en vue du développement durable. L'OIT est le rempart des travailleurs. Ses réalisations dans le monde ne se comptent plus. Les conventions qu'elle a emmené les pays à signer et à appliquer, couvrent tous les domaines des conditions du travail, et se résument en un mot 'le **travail décent**'. C'est à l'OIT que l'on doit le dialogue tripartite 'employeurs, travailleurs et gouvernement', que l'on considère comme seule méthodologie efficace pour régir les relations du travail et la paix sociale. Car si l'OIT est le défenseur des travailleurs, elle a à cœur les intérêts des employeurs et des organisations qui les représentent ; elle est également le partenaire des gouvernements de bonne volonté.

Les CES vont plus loin. La première fois que j'ai prôné le dialogue tripartite à l'Assemblée Générale, un membre de l'Assemblée a réagi avec force 'Les ONG sont aussi importantes, et il ne faut pas les confondre avec les employeurs, elles ne travaillent pas pour le profit. Egalement les carrières libérales que l'on classe généralement du côté des employeurs, et qui sont en fait plus proches des travailleurs'. La société civile est plus vaste et plus nuancée que ses schémas conventionnels.

Durant la dernière décennie les conseils économiques et sociaux ont mieux compris le LONG terme et introduit la protection de l'environnement à côté de leur mission économique et sociale.

La fin des utopies

Il n'y a pas de société égalitaire. Les régimes communistes avaient la prétention de l'être. Le prix a été un retard immense sur le plan du développement. La centralisation de la décision a l'apparence de l'efficacité économique, en fait elle se prive d'une infinité de réflexions et de décisions qui caractérisent l'économie de marché. Elles sont à la base de la productivité et de l'innovation qui seules permettent de soutenir et de prospérer dans la concurrence.

Ce fut une amère déception : L'égalité des hommes fut le partage de la pauvreté ; Le dépérissement de l'état, fut en fait l'avènement des dictatures ; La dictature du prolétariat, s'est transformée en domination de la nomenclature ; La libération des travailleurs, en l'asservissement de l'homme.

De Charybde en Scylla

L'économie de marché n'a pas été une panacée sur tous les plans. On distingue deux périodes : Jusqu'au début des années 90 et la chute du mur de Berlin, elle a permis aux économies européennes et asiatiques de se relever des ruines de la seconde guerre mondiale. La crainte du communisme a semblé t-il discipliné les états et obligé les gouvernements à ordonnancer à fur et à mesure le partage de l'abondance en faveur de la société dans son ensemble. Ce fut l'avènement de la sécurité sociale, de l'assurance chômage, de la retraite généralisée, de la santé et de l'éducation à la charge de l'état ; en plus du salaire minimum garanti, de la compensation de la cherté de vie, de la limitation des heures de travail, des congés obligatoires, etc.

Après la chute du mur, les gardes fous ont disparu. Une économie de rente s'est développée avec son goût excessif de la spéculation, la part du travail dans le revenu national s'est réduite au profit du capital, une société à deux vitesses s'est répandue un peu partout avec son cortège d'inégalités flagrantes.

Crise et Désenchantement

La crise asiatique en 1998 a surpris le monde. On croyait que les dépressions étaient à jamais révolues, et que les états modernes possédaient les outils nécessaires pour combattre le chômage et juguler l'inflation. En fait ils étaient gangrenés par l'économie de rente, les anticipations favorables n'étaient fondées que sur la spéculation, et il suffisait que le vent tourne pour

s'apercevoir que la nation était devenue improductive, et que la majorité de la population manquait totalement de moyens.

Dix ans après la crise frappait de plein fouet l'Europe et le monde après l'Amérique. Le facteur d'entraînement vers la croissance a également joué en faveur de la crise. Les économies désormais largement ouvertes doivent affronter de concert la récession, et ne peuvent espérer une reprise qu'ensembles.

Les états ont évité la dépression, mais ils n'ont pas réussi à assurer la reprise. Le plus intéressant fut un retour partiel au keynésianisme aux Etats Unis et en Europe : Une réduction drastique des taux d'intérêt, une politique fiscale expansionniste pour maintenir l'emploi, le soutien de certaines entreprises défaillantes notamment dans le domaine financier et dont la chute aurait un impact sérieux sur l'économie.

Ils n'ont pas cependant freiné la spéculation, réduit l'éventail des salaires, consolidé les revenus du travail. Surtout nulle part on ne s'est attaqué sérieusement au chômage, considéré comme un mal nécessaire, notamment en période de crise. (Mitterand disait 'On a tout essayé'). Certains états ont été plus loin annonçant fin 2010 la fin de la crise, malgré un chômage pléthorique. 'On est sorti de la crise, la baisse du chômage interviendrait à la faveur de la croissance, dans les 18 prochains mois'. Ce ne fut pas le cas, la crise a repris de plus belle.

Tout ceci veut dire que les fondements de l'économie de rente sont toujours présents, et tout ce que le leadership économique du monde espère c'est sortir de la crise sans modifier les règles du jeu.

La logique du partage

Y a-t-il corrélation entre la part des salaires dans le Revenu National et la croissance ?

Y a-t-il corrélation entre le chômage et la reprise économique ?

La dépression peut elle être évitée grâce à une tendance naturelle du marché à adapter les salaires et les prix ?

Les états auraient ils pu éviter la catastrophe sans l'expansion monétaire honnie par les gouvernements sans distinction depuis quatre décennies et chargée de tous les maux ?

Y a-t-il une fatalité qui fait que dans toutes les conjonctures et dans tous les cas de figure l'on doit choisir entre l'inflation et le chômage ?

Il n'y a pas de réponse à ces cinq questions et/ou des réponses diamétralement opposées par d'éminents spécialistes à l'audition internationale ; et c'est en partie la chance du dialogue social.

L'état a pris l'habitude de recourir à la négociation, chaque fois que l'impact des décisions n'est pas suffisamment clair pour légiférer par voie d'autorité. En fait je suis de ceux qui croient à la vertu du dialogue, elle peut révéler plusieurs aspects qui échappent de prime abord au chercheur et au décideur.

Certainement le résultat d'une négociation bien menée est autrement plus riche, et tient compte de la complexité sociale bien mieux que ne pourrait le faire un individu ou même une organisation.

Cependant, le rapport des forces n'est jamais égal pour espérer un dialogue exemplaire, un résultat équitable de la négociation. Les organisations économiques ou les fédérations syndicales peuvent être très fort par rapport à leurs partenaires, et souvent en collusion avec le gouvernement, ce qui serait de nature à fausser les résultats de la négociation.

Le Conseil économique et social présente l'intérêt d'avoir normalement une représentation équilibrée, faite en dehors des contingences salariales ou autres, et de représenter en outre l'avis de toute la société civile en incluant les ONG et les carrières libérales.

Il me souvient d'une négociation particulièrement ardue sur la transformation des indemnités de fin de service en retraite aux travailleurs. Un projet que le gouvernement trainait depuis quarante ans. Il a suffi au Conseil trois mois de travail pour parvenir à une quasi unanimité.

Pour un nouveau contrat social

Le Global Jobs Pact lancé durant l'Assemblée Générale en 2009 avait valeur prémonitoire : L'amélioration de l'emploi et des conditions de travail

favoriseraient la croissance et la sortie de la crise. En 2010 les états sur ce plan l'ont ignoré.

Oui il y a une répartition des revenus non seulement équitable, mais encore économiquement plus efficace. Il est permis de croire qu'elle varie entre un pays et un autre, un niveau économique et un autre. On en connaît les extrêmes :

- Quand la part du travail se réduit, le chômage augmente, la population active a tendance à diminuer sur le long terme, et les travailleurs les plus compétents ont une forte propension à émigrer. Le résultat est dans le dépérissement de l'économie.
- Quant la part du capital se réduit par rapport à d'autres places plus sûres ou plus rentables, le capital émigre, les investissements se réduisent, les opportunités de travail diminuent, et le PIB stagne.

Certains auteurs estiment que le PIB est en fait équivalent à l'ensemble des salaires, et que profits, intérêts et loyers ne sont que des revenus de transfert. Ils expliquent que, toute chose égale par ailleurs, la seule variable de la croissance est le travail, et ses indicateurs le chômage et l'emploi, la croissance serait donc une conséquence directe du travail, et par conséquent la reprise impossible sans un recul du chômage .

1. Dans un pays où le chômage dépasse le taux nécessaire à la mobilité des travailleurs et à la formation aux nouveaux métiers, les réseaux de sécurité deviennent inopérants. N'est ce pas au fond la principale raison pour laquelle l'Assurance santé est en déconfiture dans plus d'un pays, et les retraites deviennent insoutenables ? L'allongement de la durée de vie on l'avait prévu, c'est le taux d'activité qui était imprévisible et qui a chuté du fait de l'économie de rente.
2. Le seul moyen de faire baisser le taux de chômage dans les Pays en voie de développement est de leur imposer une assurance chômage. Dans les pays les plus évolués c'est un peu plus complexe et nécessite une atténuation de l'économie de rente.
3. Le salaire minimum et le salaire moyen doivent être conséquents avec le 'Revenu par habitant' en pouvoir d'achat réel.

4. Les conventions de l'OIT doivent être partout reconnues et appliquées. Le Travail Dégcent doit devenir la règle de toutes les sociétés.
5. L'éducation est le fondement du progrès et de la démocratie, tout le monde doit avoir accès à l'éducation gratuite.
6. La santé est la priorité des citoyens, c'est l'un des domaines prioritaires à prendre en charge par l'Etat.
7. Le Dialogue social est indispensable dans plus d'un domaine de la vie publique, c'est l'un des éléments essentiels de la participation à la gestion de l'état et à l'appartenance nationale.